

Déclaration des élu.e.s communistes et partenaires d'Île-de-France

## DANGERS D'UN DÉCONFINEMENT MAL PRÉPARÉ : DIRE LA VÉRITÉ AUX FRANCILIEN.NE.S, RÉTABLIR LA CONFIANCE

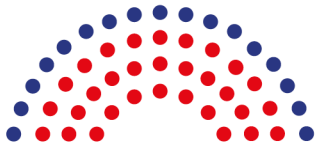
La manière dont le confinement est en train d'être levé en Ile-de-France fait naître de nombreux doutes et craintes. Les Francilien.ne.s sont inquiet.e.s et particulièrement celles et ceux, parents, qui sont sommé.e.s de décider si leurs enfants retourneront à l'école ou encore celles et ceux qui, pour se rendre sur leur lieu de travail, devront emprunter les transports en commun la semaine prochaine.

Notre Région reste le premier foyer épidémique avec un nombre de malades et un niveau de contamination élevés et une tension hospitalière forte. Toute la Région est classée « rouge ».

Pour des raisons sociales et économiques, parce que le confinement est une dure épreuve pour tous et toutes, singulièrement pour les personnes défavorisées, engager progressivement le déconfinement est bien sûr attendu et nécessaire. Mais nous le redisons avec force : il doit se faire en toute sécurité sanitaire pour les Francilien.ne.s, sécurité dont l'Etat doit être le garant. Ce qui n'est pas le cas pour l'heure.

**Aujourd'hui, les élus locaux sont aux premières loges pour témoigner de l'impréparation de l'État.** Que le Sénat, qui entend ce qui monte des territoires, rejette le plan de déconfinement gouvernemental ; que plus de 300 maires francilien.ne.s s'adressent au Président de la République pour exiger de l'Etat qu'il assume la responsabilité de la réouverture des écoles en garantissant les conditions sanitaires ; que les opérateurs de transports publics s'adressent au Premier ministre pour signifier leur incapacité à assurer le respect de la distanciation physique par manque de moyens... prouve à quel point le gouvernement est déconnecté des réalités du terrain. Toutes ces alertes, nous les entendons quotidiennement avec nos concitoyen.ne.s.

**Nos concitoyen.ne.s déplorent le manque de masques, leur prix élevé.** Ils pointent avec justesse l'incurie de l'État en la matière, la succession de propos contradictoires quant à l'usage du masque dans l'espace public, la non-volonté étatique de fournir à tou.te.s et partout des masques pourtant nécessaires pour se protéger et protéger les autres. Nos collectivités ont pris leurs responsabilités dès qu'elles se sont rendues compte de la défaillance de l'État, mais la saturation des



# La coopérative des élu.e.s

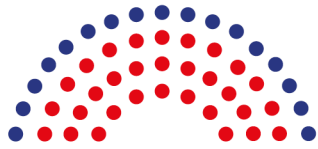
COMMUNISTES & PARTENAIRES

entreprises de textile et la difficulté d'approvisionnement font qu'il sera difficile de fournir à tous nos concitoyen.ne.s des masques alternatifs en nombre suffisant pour le 11 mai. Nous demandons donc, à nouveau, à l'État de garantir à tou.te.s les habitant.e.s l'accès à des masques gratuits de qualité, en saisissant ceux vendus dans la grande distribution et en réquisitionnant les stocks privés.

**Nous demandons également que toute la transparence soit faite sur les capacités de l'État à fournir des tests, alors que le Premier ministre en a promis 700 000 par semaine pour mi-mai.** Tester les personnes à symptômes, les personnes en contact, les personnes fragiles, les personnels soignants, les personnes en contact avec du public dans leur profession... est nécessaire pour accompagner la levée du confinement. Les tests permettent d'isoler les personnes contaminées et de briser les chaînes de contamination. **Tester sauve des vies.** Nos collectivités ont mis à disposition des lieux pour permettre l'isolement des personnes contaminées, mais ceux-ci sont sous-occupés. Cela nous alerte sur la volonté réelle de l'État de mettre en œuvre la stratégie « test et isolement » pourtant indispensable pour lever le confinement avec réussite. Nous ne voulons pas que, comme pour l'acquisition des masques, les habitant.e.s de nos collectivités soient mis en concurrence pour pouvoir être testé.e.s. Une étude de l'Inserm indique que pour maîtriser l'épidémie en Ile-de-France, il faut être en capacité d'isoler une personne contaminée sur deux et pour cela, il faut tester à hauteur de 20 000 tests par jour. Des tests PCR et sérologiques doivent être disponibles. Une logistique avec les laboratoires doit être mise en place. **Nos collectivités sont prêtes à jouer leur rôle, mais c'est à l'Etat d'organiser un cadre national que pour l'heure nous ne voyons pas venir.**

**Nos concitoyen.ne.s s'inquiètent de la réouverture des écoles et des crèches.** Après l'annonce d'une date présidentielle, des calendriers farfelus divulgués, voici désormais que le principe du « volontariat » détermine le retour ou non à l'école, plongeant ainsi les familles dans des affres de questionnements insolubles. Comment peut-on placer ainsi les familles au pied du mur, en les sommant de choisir alors qu'aucune garantie sur les conditions sanitaires n'est donnée ? C'est à la fois totalement irresponsable de la part de l'État mais aussi dévastateur pour l'idée même de ce que doit être l'école : un lieu d'apprentissage et de sociabilité pour tous les enfants.

En tant qu'élu.e.s locaux, comme de nombreux maires francilien.ne.s, nous refusons la délégation aux collectivités territoriales de la responsabilité de l'ouverture des établissements scolaires alors qu'aucun moyen humain, matériel et financier n'est accordé à nos communes, départements et région pour la mise en œuvre des protocoles sanitaires. **Faire porter la responsabilité aux familles et aux collectivités pour cacher les défaillances du gouvernement et le temps perdu par un État qui ne veut plus être stratège est lourd de graves dangers. A**



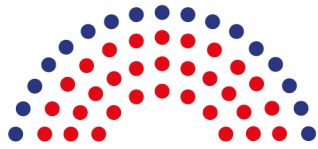
# La coopérative des élu.e.s

COMMUNISTES & PARTENAIRES

**terme, ce que souhaite le gouvernement est que le libre-choix des individus sur nos communs, sur ce qui nous faisait faire société ensemble, comme l'école, devienne la règle.** Comme élu.e.s, nous le réaffirmons avec responsabilité, si l'ouverture des écoles est une nécessité pour de très nombreuses familles, cela ne peut pas se faire dans la précipitation et au détriment de la santé des enfants et des personnels. Nous exigeons de l'Etat qu'il s'en donne les moyens en fournissant les tests et équipements de protection individuels nécessaires et en annulant toutes les fermetures de classes prévues à la rentrée de septembre.

**Les Francilien.ne.s s'inquiètent de devoir reprendre les transports en commun pour se rendre sur leur lieu de travail. Les agents de la SNCF, de la RATP et du réseau Optile s'en alarment également, et disent que les risques sont immenses tant le réseau de transports en commun est un vecteur massif de contamination.** Il est évidemment inenvisageable de revenir aux plus de 5 millions d'usager.e.s quotidiens du réseau. Pour garantir le respect de la distanciation physique, il faut au maximum 1 million d'usager.e.s par jour. Les 70% d'offre de transports annoncés sont déjà trop faibles, et ne seront vraisemblablement pas réalisables non plus. **Tellement peu est prêt. Si peu que la décision de lever le confinement a fait l'objet d'une hésitation gouvernementale jusqu'à la dernière minute, du fait des risques dus aux conditions de transport.** Pour éviter de multiplier les risques de contaminations, il faudra éviter les cohues aux arrêts de bus, à l'entrée des gares, des stations, dont un certain nombre resteront fermées ou non desservies et dont les voyageur.se.s resteront à quai les uns près des autres. Qui régulera les flux de voyageur.se.s ? Et comment ? Faudra-t-il exposer davantage pour cela les agents ? Les distributions massives de masques gratuits aux usager.e.s et agents, la mise en place de distributeurs de gel hydroalcoolique, seront absolument essentielles. Mais sur tous ces points, le gouvernement n'est absolument pas à la hauteur. Et à l'incurie de l'Etat s'ajoute l'irresponsabilité de la Région qui, en conscience de l'impréparation, dit qu'il faut essayer quel qu'en soit le coût, car l'activité économique doit reprendre à tout prix... Comme élu.e.s responsables, nous devons le dire : pour l'instant, rien n'est prêt !

**Nous proposons un plan global pour limiter au maximum le recours aux transports en commun et éviter une reprise très rapide de la contamination dans notre Région.** Un très haut niveau de télétravail doit être maintenu jusqu'à l'été. C'est une solution nécessaire mais qui devra être transitoire, car nous sommes conscient.e.s qu'il peut être facteur de risques de stress. Les horaires des transports en commun entre 7h et 9h et 16h et 19h doivent être réservés aux seuls salarié.e.s, avec un système d'information efficace en temps réel sur la fréquentation des lignes. La quantité de salarié.e.s contraint.e.s de prendre les transports doit être maîtrisée en régulant les autorisations de réouverture de certaines activités, en limitant dans chaque entreprise la part du personnel pouvant être physiquement présent et en maintenant les dispositifs de chômage partiel le temps nécessaire. **Il faut**



# La coopérative des élu.e.s

COMMUNISTES & PARTENAIRES

**évidemment exiger de l'État la distribution gratuite, et dans la durée, de masques à tou.te.s les usager.e.s, qui doivent être obligatoires**, en arrêtant de culpabiliser les usager.ère.s par une énième sanction.

Se pose aussi la question d'un retour massif de l'usage des voitures, qui relancerait la pollution atmosphérique, dont on sait qu'elle contribue aux maladies respiratoires aggravant les symptômes du Covid 19. Il faudrait aussi réguler **réserver l'usage des routes aux heures de pointe aux seuls salariés afin de ne pas transformer notre Région en embouteillage géant. L'incitation forte à l'usage du vélo, avec l'extension des réseaux cyclables est également plus que jamais nécessaire.** Certains départements et villes ont déjà mis en place ces mesures, elles doivent être soutenues et développées rapidement. Mais toutes ces conditions ne peuvent être remplies qu'avec des engagements concrets de l'État : ce n'est pas le cas aujourd'hui.

La très forte fréquentation de certaines lignes et les regroupements très denses dans certaines gares dès cette semaine donnent un aperçu du fiasco que pourraient vivre, à leurs dépens, les usager.e.s francilien.ne.s la semaine prochaine. **En tant qu'élu.e.s, nous le disons : l'impératif de reprise économique ne peut se faire au détriment de la santé des Francilie.ne.s.**

Un déconfinement réussi passe par le rétablissement auprès de nos concitoyen.ne.s de la confiance envers la parole publique et politique. L'État a rompu cette confiance. Comme élu.e.s municipaux, départementaux et régionaux, nous avons le devoir de dire avec vérité quelle est la situation actuelle dans notre Région. **Aujourd'hui, nous alertons sur les conditions désastreuses dans lesquelles s'amorce la levée du confinement en Ile-de-France.** Nous agissons pour les éviter, mais nous ne disposons pas des principaux leviers pour le faire. Avec lucidité, nous savons que mal lever le confinement nous placerait tous dans une situation dangereuse humainement, sanitaire et économiquement. L'Etat a la responsabilité d'établir un cadre national et de mobiliser les moyens nécessaires, en partenariat et en appui avec les acteurs locaux, pour engager un déconfinement progressif et donc réussi. Le chemin emprunté en Ile-de-France n'est pas celui-ci.